

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2009 — 1957

[C — 2009/11237]

### 18 MAI 2009. — Loi portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

La présente loi prévoit la transposition partielle de :

- la Directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques (directive « Cadre ») (JOCE 24 avril 2002, L 108/33);
- la Directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques (directive « Autorisation ») (JOCE 24 avril 2002, L 108/21);
- la Directive 2002/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées (directive « Accès ») (JOCE 24 avril 2002, L 108/7);
- la Directive 2002/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques (directive « Service universel ») (JOCE 24 avril 2002, L 108/51);
- la Directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive vie privée et communications électroniques) (JOCE, 31 juillet 2002, L 201/37);
- la Directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité (JOCE L 91 du 7 avril 1999, L 91/10).

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modifications de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges*

**Art. 2.** L'article 14, § 2, de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, modifiée par les lois du 22 décembre 2003, du 13 juin 2005, du 20 juillet 2005, du 20 juillet 2006, du 21 décembre 2006, du 16 mars 2007, et du 25 avril 2007 est complété par un 6°, rédigé comme suit :

« 6° peut procéder, en respectant les motifs de l'annulation et sans modifier l'étendue de son champ d'application, à la réfection d'une décision annulée par une autorité juridictionnelle lorsque, du fait de cette annulation, un ou plusieurs des objectifs visés aux articles 6 à 8 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ne sont plus réalisés. »

**Art. 3.** Dans l'article 17, § 3, alinéa 2, de la même loi, les mots « les deux ans » sont remplacés par les mots « un an ».

**Art. 4.** Dans l'article 20, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots « sans que celle-ci puisse excéder deux mois » sont remplacés par les mots « sans que celle-ci ne puisse initialement excéder deux mois. La durée totale des mesures provisoires peut être portée à un maximum de quatre mois, moyennant motivation par le Conseil de la nécessité de prolonger le délai initial. »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2009 — 1957

[C — 2009/11237]

### 18 MEI 2009. — Wet houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Deze wet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van :

- Richtlijn 2002/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten (« Kaderrichtlijn ») (PbEG 24 april 2002, L 108/33);
- Richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 betreffende de machtiging voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten (« Machtigingsrichtlijn ») (PbEG 24 april 2002, L 108/21);
- Richtlijn 2002/19/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 inzake de toegang tot en interconnectie van elektronische-communicatienetwerken en bijbehorende faciliteiten (« Toegangsrichtlijn ») (PbEG 24 april 2002, L 108/7);
- Richtlijn 2002/22/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 inzake de universele dienst en gebruikersrechten met betrekking tot elektronische-communicatienetwerken en diensten (« Universeledienstrichtlijn ») (PbEG 24 april 2002, L 108/51);
- Richtlijn 2002/58/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 juli 2002 betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de sector elektronische communicatie (richtlijn betreffende privacy en elektronische communicatie) (PbEG, 31 juli 2002, L 201/37);
- Richtlijn 1999/5/EG van het Europees Parlement en de Raad van 9 maart 1999 betreffende radioapparatuur en telecommunicatie-eindapparatuur en de wederzijdse erkenning van hun conformiteit (PbEG 7 april 1999, L 91/10).

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen aan de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector*

**Art. 2.** Artikel 14, § 2, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, gewijzigd bij de wetten van 22 december 2003, 13 juni 2005, 20 juli 2005, 20 juli 2006, 21 december 2006, 16 maart 2007 en 25 april 2007 wordt aangevuld met een bepaling onder 6°, luidende :

« 6° mag, mits de redenen voor de nietigverklaring worden geëerbiedigd en de omvang van het toepassingsgebied niet wordt gewijzigd, overgaan tot de vervanging van een door een rechterlijke autoriteit vernietigd besluit wanneer, wegens die nietigverklaring, één of meer doelstellingen beoogd in de artikelen 6 tot 8 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie niet langer worden gehaald. »

**Art. 3.** In artikel 17, § 3, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden « twee jaar » vervangen door de woorden « één jaar ».

**Art. 4.** In artikel 20, § 1, van dezelfde wet worden de woorden « zonder dat deze twee maanden mag overschrijden » vervangen door de woorden « zonder dat deze initieel twee maanden mag overschrijden. De totale termijn van deze voorlopige maatregelen mag maximaal vier maanden bedragen, mits de Raad de noodzaak van de verlenging van de initiële termijn motiveert. »

**Art. 5.** L'article 21 de la même loi, modifié par la loi du 25 avril 2007, est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Sous réserve de l'article 21/1, en cas d'infraction à la législation ou à la réglementation dont l'Institut contrôle le respect, le Conseil notifie ses griefs au contrevenant ainsi que le montant envisagé de l'amende administrative au profit du Trésor public d'un montant maximal de 5.000 euros pour les personnes physiques ou de 5 % au maximum du chiffre d'affaires du contrevenant pendant l'année complète de référence la plus récente dans le secteur des communications électroniques en Belgique pour les personnes morales.

§ 2. Le Conseil fixe le délai dont dispose le contrevenant pour consulter le dossier et présenter ses observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à dix jours ouvrables.

§ 3. Le contrevenant est invité à comparaître à la date fixée par le Conseil et communiquée par lettre recommandée. Il peut se faire représenter par le conseil de son choix.

§ 4. Le Conseil peut entendre toute personne pouvant contribuer utilement à son information, soit d'office, soit à la demande du contrevenant.

§ 5. Le Conseil rend une décision dans les soixante jours qui suivent la clôture des débats.

Cette décision est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée ainsi qu'au Ministre et publiée sur le site Internet de l'Institut. »

**Art. 6.** Dans la même loi, il est inséré un article 21/1, rédigé comme suit :

« Art. 21/1. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 21, lorsque le Conseil constate une infraction aux obligations imposées par ou en vertu des articles 9, §§ 1<sup>er</sup> et 3, 11, § 3, 18, § 1<sup>er</sup>, 51, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 56, § 2, et 57 à 65, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, il adresse au contrevenant un projet de décision portant amende administrative en l'invitant à mettre fin à l'infraction dans un délai fixé par le Conseil. Ce délai ne peut être inférieur à un mois à compter de la notification du projet de décision, sauf accord du contrevenant.

§ 2. Le contrevenant dispose d'au moins vingt jours pour consulter le dossier et présenter ses observations écrites. Le Conseil peut prolonger ce délai.

En cas d'infractions répétées, l'Institut peut fixer un délai plus court.

§ 3. Si, au terme du délai visé au § 1<sup>er</sup> qui lui a été fixé, le contrevenant n'a pas mis fin à l'infraction, le Conseil peut lui infliger l'amende administrative visée à l'article 21, § 1<sup>er</sup>.

L'article 21, §§ 3 et 4, s'applique à la décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 4. Lorsque les infractions sont graves ou répétées et que les mesures prises conformément aux §§ 1<sup>er</sup> et 3 n'ont pu y remédier, le Conseil peut, après avoir entendu le contrevenant, ordonner la suspension de tout ou partie de l'exploitation du réseau ou de la fourniture du service de télécommunications ainsi que de la commercialisation ou de l'utilisation de tout service ou produit concerné. »

§ 5. La décision visée au § 4 est communiquée au contrevenant dans la semaine suivant son adoption.

Le Conseil fixe au contrevenant un délai raisonnable pour s'y conformer. »

**Art. 7.** L'article 23, § 3, de la même loi est complété par les alinéas suivants :

« Lorsque le caractère confidentiel des données fournies par l'entreprise, ou de certaines d'entre elles, apparaît douteux, l'Institut demande à l'entreprise de motiver son point de vue de considérer les informations concernées comme confidentielles au sens de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration.

Si l'entreprise s'abstient de communiquer la motivation sollicitée, ou lorsque l'entreprise considère les informations déterminées comme confidentielles au sens de l'article 6, § 1, 7<sup>o</sup>, de la loi du 11 avril 1994, l'Institut peut, de manière motivée et après avoir entendu l'entreprise concernée, divulguer ces informations, à la condition qu'elles ne soient pas confidentielles par nature ou en vertu de la loi. »

**Art. 5.** Artikel 21 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 25 april 2007, wordt vervangen als volgt :

« § 1. Onder voorbehoud van artikel 21/1, deelt de Raad, in geval van een overtreding op de wetgeving of reglementering waarvan de naleving door het Instituut wordt gecontroleerd, zijn grieven mee aan de overtreder, alsook het beoogde bedrag van de administratieve boete die aan de schatkist toekomt ten bedrage van maximaal 5.000 euro voor natuurlijke personen of van maximaal 5 % van de omzet van de overtreder gedurende het jongste volledige referentiejaar in de sector voor elektronische communicatie in België voor rechtspersonen.

§ 2. De Raad stelt de termijn vast waarover de overtreder beschikt om het dossier te raadplegen en zijn schriftelijke opmerkingen voor te leggen. Deze termijn mag niet korter zijn dan tien werkdagen.

§ 3. De overtreder wordt uitgenodigd om te verschijnen op de datum die door de Raad wordt vastgesteld en per aangetekende brief wordt meegedeeld. Hij mag zich laten vertegenwoordigen door de raadsman van zijn keuze.

§ 4. De Raad kan elke persoon horen die een nuttige bijdrage kan leveren tot zijn informatie, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de overtreder.

§ 5. De Raad neemt een besluit binnen zestig dagen na de sluiting van de debatten.

Dit besluit wordt per aangetekende brief aan de betrokkene en aan de Minister meegedeeld, en gepubliceerd op de website van het Instituut. »

**Art. 6.** In dezelfde wet wordt een artikel 21/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 21/1. § 1. In afwijking van artikel 21 richt de Raad wanneer hij een overtreding vaststelt van de verplichtingen die worden opgelegd door of krachtens de artikelen 9, §§ 1 en 3, 11, § 3, 18, § 1, 51, § 2, eerste lid, 56, § 2 en 57 tot 65, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, aan de overtreder een ontwerpbesluit tot het opleggen van een administratieve geldboete, waarbij deze laatste wordt verzocht een eind te maken aan de overtreding binnen de termijn vastgesteld door de Raad. Deze termijn mag echter niet korter zijn dan één maand vanaf de notificatie van het ontwerpbesluit, behalve met de overeenstemming van de overtreder.

§ 2. De overtreder beschikt over minstens twintig dagen om het dossier te raadplegen en zijn schriftelijke opmerkingen voor te leggen. De Raad kan deze termijn verlengen.

In geval van herhaalde overtredingen kan het Instituut een kortere termijn bepalen.

§ 3. Indien de overtreder na afloop van de in § 1 beoogde termijn die hem is toegekend, geen eind heeft gemaakt aan de overtreding, kan de Raad hem de in artikel 21, § 1, bedoelde administratieve boete opleggen.

Artikel 21, §§ 3 en 4, is van toepassing op het besluit bedoeld in het eerste lid.

§ 4. Wanneer de overtredingen zwaar zijn of herhaaldelijk voorkomen en de overeenkomstig § 1 en § 3 genomen maatregelen niet hebben geleid tot de stopzetting ervan, kan de Raad, na de overtreder gehoord te hebben, de volledige of gedeeltelijke stopzetting bevelen van de exploitatie van het netwerk of van de levering van de telecommunicatiedienst, alsook van de verkoop of het gebruik van alle betreffende diensten of producten. »

§ 5. Het besluit bedoeld in § 4 wordt meegedeeld aan de overtreder binnen de week nadat het werd aangenomen.

De Raad kent de overtreder een redelijke termijn toe om zich te voegen naar de maatregel. »

**Art. 7.** Artikel 23, § 3, van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende leden :

« Wanneer het vertrouwelijke karakter van de gegevens die verstrekt worden door de onderneming, of van bepaalde van die gegevens, twijfelachtig lijkt, verzoekt het Instituut de onderneming uit te leggen om welke redenen volgens haar de betrokken informatie als vertrouwelijk moet worden beschouwd in de zin van artikel 6, § 1, 7<sup>o</sup>, van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur.

Indien de onderneming nalaat de gevraagde motivering te verstrekken, of wanneer de onderneming de informatie waarvan sprake als vertrouwelijk beschouwt in de zin van artikel 6, § 1, 7<sup>o</sup>, van de wet van 11 april 1994, mag het Instituut die informatie, op gemotiveerde wijze en nadat het de betrokken onderneming gehoord heeft, verspreiden, op voorwaarde dat die informatie niet vertrouwelijk is uit de aard van de zaak of krachtens de wet. »

CHAPITRE 2. — *Modifications à la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques*

**Art. 8.** A l'article 2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, modifiée par les lois du 20 juillet 2005, 27 décembre 2005, 20 juillet 2006, 21 décembre 2006 et du 25 avril 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 58° est remplacé comme suit :

« 58° « service d'urgence » : tout service public ou d'intérêt public visé à l'article 107, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ou fixé par le Roi conformément à l'article 107, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1° » ;

2° dans le 59° les mots « 107, § 1<sup>er</sup>, 2° » sont remplacés par les mots « 107, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2° » ;

3° dans le 65° le mot « primaire » est inséré entre les mots « tout établissement d'enseignement » et « secondaire ».

**Art. 9.** A l'article 26, § 1<sup>er</sup>, alinéa premier, de la même loi les mots « substantielle en matière d'utilisation partagée » sont insérés entre les mots « une partie » et « d'un site ».

**Art. 10.** Il est ajouté à l'article 29 de la même loi un § 3, libellé comme suit :

« § 3. L'Institut publie chaque année un aperçu détaillé des frais administratifs de l'Institut et du montant total des redevances perçues.

Les modalités de cet aperçu seront précisées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. »

**Art. 11.** A l'article 33, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, la phrase suivante est ajoutée in fine :

« Si l'Institut impose une interdiction ou une limitation jusqu'à la mise sur le marché, il en informe immédiatement la Commission européenne. »

**Art. 12.** A l'article 51 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa premier du paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « afin de promouvoir un accès approprié conformément à ce qui est stipulé dans ce titre et » sont insérés entre le mot « entendues » et les mots « afin de garantir » ;

2° à l'alinéa premier du paragraphe 2, les mots « toujours et de sa propre initiative » sont insérés entre les mots « l'Institut peut » et les mots « imposer » ;

3° le deuxième alinéa du paragraphe 2 est complété par les mots « ou de garantir que les personnes visées à l'article 115, ainsi que les administrations publiques, les services de police et les institutions internationales soient ou restent accessibles. »

**Art. 13.** A l'article 52, alinéa deux, de la même loi le mot « accès » est remplacé par le mot « interconnexion ».

**Art. 14.** A l'article 53 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa premier est complété par les mots « ou un accord relatif à l'accès » ;

2° à l'alinéa deux, les mots « et tout accord relatif à l'accès » sont insérés entre les mots « Tout accord relatif à l'interconnexion » et le mot « est ».

**Art. 15.** A l'article 55 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un paragraphe 4/1, libellé comme suit :

« § 4/1. L'Institut envoie ses décisions renvoyant à ce paragraphe, au préalable au Conseil de la concurrence, qui dans les trente jours, à partir de l'envoi du projet de décision par l'Institut, émet un avis concernant la question de savoir si les décisions projetées par l'Institut sont conformes aux objectifs visés par le droit de la concurrence. Passé ce délai, le silence du Conseil de la concurrence équivaut à une approbation du projet de décision susmentionné. » ;

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen aan de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie*

**Art. 8.** In artikel 2 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, gewijzigd bij de wetten van 20 juli 2005, 27 december 2005, 20 juli 2006, 21 december 2006 en van 25 april 2007 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder 58° wordt vervangen als volgt :

« 58° « nooddienst » : elke overheidsdienst of dienst van openbaar nut zoals geïndiceerd in artikel 107, § 1, eerste lid, of vastgesteld door de Koning overeenkomstig artikel 107, § 1, tweede lid, 1° » ;

2° in de bepaling onder 59° worden de woorden « 107, § 1, 2° » vervangen door de woorden « 107, § 1, tweede lid, 2° » ;

3° in de bepaling onder 65° wordt het woord « lager, » ingevoegd tussen de woorden « alle instellingen van het » en « secundair ».

**Art. 9.** In artikel 26, § 1, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « inzake gedeeld gebruik wezenlijk » ingevoegd tussen de woorden « voor een » en « deel van een site ».

**Art. 10.** Aan artikel 29 van dezelfde wet wordt een § 3 toegevoegd, luidende :

« § 3. Het Instituut publiceert jaarlijks een uitvoerig overzicht van de administratieve kosten van het Instituut en van het totale bedrag aan geïnde rechten.

De nadere regels van dit overzicht zullen worden vastgelegd bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. »

**Art. 11.** In artikel 33, § 1, van dezelfde wet wordt in fine de volgende zin toegevoegd :

« Indien het Instituut een verbod of beperking tot het op de markt brengen oplegt, meldt het dit onverwijld aan de Europese Commissie. »

**Art. 12.** In artikel 51 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid van paragraaf 1 worden de woorden « ter bevordering van een passende toegang overeenkomstig het bepaalde in deze titel en » ingevoegd tussen het woord « ingrijpen » en de woorden « ter waarborging » ;

2° in het eerste lid van paragraaf 2 worden de woorden « steeds en op eigen initiatief » ingevoegd tussen de woorden « het Instituut » en de woorden « aan operatoren » ;

3° het tweede lid van paragraaf 2 wordt aangevuld met de woorden « of te waarborgen dat de personen bedoeld in artikel 115, alsook de openbare besturen, politiediensten en de internationale instellingen bereikbaar zijn of blijven. »

**Art. 13.** In artikel 52, tweede lid, van dezelfde wet wordt het woord « toegang » vervangen door het woord « interconnectie ».

**Art. 14.** In artikel 53 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden « of een overeenkomst inzake toegang » ;

2° in het tweede lid worden de woorden « en elke overeenkomst inzake toegang » ingevoegd tussen de woorden « Elke interconnectieovereenkomst » en het woord « wordt ».

**Art. 15.** In artikel 55 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een paragraaf 4/1 ingevoegd, luidende :

« § 4/1. Het Instituut zendt zijn beslissingen waarvoor naar deze paragraaf wordt verwezen, vooraf aan de Raad voor de Mededinging, die binnen dertig dagen, te rekenen vanaf de toezending van de ontwerpbeslissing door het Instituut, een advies uitbrengt met betrekking tot de vraag of de voorgenomen beslissingen van het Instituut in overeenstemming zijn met de door het mededingingsrecht beoogde doelstellingen. Zodra die termijn verstreken is, geldt het stilzwijgen van de Raad voor de Mededinging als goedkeuring van de voormelde ontwerpbeslissing. » ;

2° les modifications suivantes sont apportées au paragraphe 5 :

- a) les mots « à partir de l'envoi des projets de décision par l'Institut », précédés et suivis par une virgule, sont insérés entre les mots « 30 jours calendrier » et les mots « émet un avis contraignant »;
- b) le mot « projetées » est inséré entre les mots « les décisions » et les mots « de l'Institut »;
- c) le mot « décision » est remplacé par le mot « projet de décision ».

**Art. 16.** A l'article 56 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, la disposition au 3° est remplacée comme suit :

« 3° d'assurer le respect des prescriptions en matière d'accès des utilisateurs finals d'autres Etats membres aux numéros non géographiques belges, de portabilité des numéros ainsi qu'en matière de codes d'accès européen et de traitement des appels destinés à l'espace téléphonique européen; »;

2° au paragraphe 2, les mots « le Roi, après avis de l'Institut », sont remplacés par les mots « l'Institut ».

**Art. 17.** A l'article 58 de la même loi, le nombre « 4 » est remplacé par le nombre « 4/1 ».

**Art. 18.** A l'article 59 de la même loi le nombre « 4 » est remplacé par le nombre « 4/1 ».

**Art. 19.** A l'article 60, § 1<sup>er</sup>, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

- 1° à l'alinéa premier, les mots « conformément aux modalités fixées par le Roi, et » sont supprimés et le nombre « 4 » est remplacé par le nombre « 4/1 »;
- 2° l'alinéa deux est remplacé comme suit : « L'Institut spécifie le modèle et la méthodologie comptables à utiliser par l'opérateur visé à l'alinéa premier »;
- 3° à la deuxième phrase de l'alinéa 4, les mots « sur la base des conclusions du » sont remplacés par les mots « suite au ».

**Art. 20.** A l'article 61, § 1<sup>er</sup>, alinéa premier, de la même loi, le nombre « 4 » est remplacé par le nombre « 4/1 ».

**Art. 21.** A l'article 62 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, à l'alinéa premier, le nombre « 4 » est remplacé par le nombre « 4/1 »;
- 2° au paragraphe 4, les mots « sur la base des conclusions du » sont remplacés par les mots « suite au ».

**Art. 22.** L'article 63, alinéa deux, est complété par la phrase suivante :

« Lorsque l'Institut envisage d'imposer l'offre de ces fonctions, il prend notamment les éléments visés à l'article 61, § 2, en considération. »;

**Art. 23.** A l'article 64 de la même loi le paragraphe 2, alinéa deux, est supprimé.

**Art. 24.** A l'article 65, alinéa premier, de la même loi, le nombre « 4 » est remplacé par le nombre « 4/1 ».

2° in paragraaf 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) de woorden « te rekenen vanaf de toezending van de ontwerpbeslissingen door het Instituut », voorafgegaan en gevolgd door een komma, worden ingevoegd tussen de woorden « 30 kalenderdagen » en de woorden « een bindend advies »;
- b) het woord « voorgenomen » wordt ingevoegd tussen de woorden « of de » en het woord « beslissingen »;
- c) het woord « beslissing » wordt vervangen door het woord « ontwerpbeslissing ».

**Art. 16.** In artikel 56 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt de bepaling onder 3° vervangen als volgt :

« 3° de voorschriften te doen naleven inzake toegang van eindgebruikers uit andere lidstaten tot Belgisch niet-geografische nummers, nummeroverdraagbaarheid, alsook op het stuk van de Europese toegangscodes de oproepen te behandelen bestemd voor de Europese telefoonnummeringsruimte; »;

2° in paragraaf 2 worden de woorden « de Koning, na advies van het Instituut », vervangen door de woorden « het Instituut ».

**Art. 17.** In artikel 58 van dezelfde wet wordt het getal « 4 » vervangen door het getal « 4/1 ».

**Art. 18.** In artikel 59 van dezelfde wet wordt het getal « 4 » vervangen door het getal « 4/1 ».

**Art. 19.** In artikel 60, § 1, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de woorden « volgens de nadere regels bepaald door de Koning, en » geschrapt en wordt het getal « 4 » vervangen door het getal « 4/1 »;
- 2° het tweede lid wordt vervangen als volgt : « Het Instituut bepaalt welk model en boekhoudkundige methode door de in het eerste lid bedoelde operator gehanteerd moet worden. »;
- 3° in de tweede zin van het vierde lid worden de woorden « Op basis van de conclusie van » vervangen door de woorden « Volgend op ».

**Art. 20.** In artikel 61, § 1, eerste lid, van dezelfde wet wordt het getal « 4 » vervangen door het getal « 4/1 ».

**Art. 21.** In artikel 62 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in paragraaf 1 wordt in het eerste lid het getal « 4 » vervangen door het getal « 4/1 »;
- 2° in paragraaf 4 worden de woorden « Op basis van de conclusie van » vervangen door de woorden « Volgend op ».

**Art. 22.** Artikel 63, tweede lid, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Wanneer het Instituut overweegt het aanbod van deze functies op te leggen betreft het met name de factoren bedoeld in artikel 61, § 2, in zijn overwegingen. »;

**Art. 23.** In artikel 64 van dezelfde wet wordt paragraaf 2, tweede lid, opgeheven.

**Art. 24.** In artikel 65, eerste lid, van dezelfde wet wordt het getal « 4 » vervangen door het getal « 4/1 ».

**Art. 25.** A l'article 107 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° Au paragraphe 1<sup>er</sup> un alinéa 1<sup>er</sup> nouveau rédigé comme suit est inséré :

« Pour l'application de la présente loi, les services suivants sont considérés comme des services d'urgence :

a. les services d'urgence offrant de l'aide sur place :

1° le service médical d'urgence;

2° les services d'incendie;

3° les services de police;

4° la protection civile;

b. les services d'urgence offrant de l'aide à distance :

1° le centre antipoison;

2° la prévention du suicide;

3° les centres de télécueil;

4° les services écoute-enfants;

5° le Centre européen pour enfants disparus et sexuellement exploités. »;

2° Dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, à la partie 1° de l'ancien alinéa premier qui devient l'alinéa deux, est inséré entre le mot « les » et le mot « services publics » le mot « autres »;

3° § 2 est remplacé comme suit :

« § 2. Les centrales de gestion des services d'urgence offrant de l'aide sur place obtiennent gratuitement les données d'identification de l'appelant des opérateurs concernés dans la mesure où cela est techniquement faisable.

Cette obligation est également d'application lorsque les centrales de gestion des services d'urgence offrant de l'aide sur place sont exploitées par une organisation qui est chargée de cette tâche par les pouvoirs publics.

L'identification de l'appelant peut être utilisée par les services d'urgence offrant de l'aide sur place ou par l'organisation qui est chargée de l'exploitation des centrales de gestion des services d'urgence par les pouvoirs publics, à l'aide de mesures administratives et techniques approuvées par le ministre sur l'avis de l'Institut et de la Commission pour la protection de la vie privée, afin de lutter contre les appels malveillants ou l'utilisation abusive des numéros d'urgence. Ces mesures ne peuvent toutefois entraîner une inaccessibilité du numéro d'urgence du service d'urgence en question à partir d'une connexion bien précise pendant une période ininterrompue excédant vingt-quatre heures.

Les centrales de gestion des services d'urgence offrant de l'aide à distance obtiennent gratuitement des opérateurs concernés l'identification de la ligne appelante disponible sur le réseau des opérateurs, afin de pouvoir traiter des appels d'urgence et de lutter contre les appels malveillants, même si l'utilisateur a entrepris des démarches pour empêcher l'envoi de l'identification. Le format d'identification de la ligne appelante fournie doit être conforme aux normes ETSI applicables et est défini par l'Institut en concertation avec les services d'urgence et les opérateurs.

L'identification de la ligne appelante peut être utilisée par les services d'urgence offrant de l'aide à distance, à l'aide de mesures administratives et techniques approuvées par le ministre sur l'avis de l'Institut et de la Commission pour la protection de la vie privée, afin de lutter contre les appels malveillants. Ces mesures ne peuvent toutefois entraîner une inaccessibilité du numéro d'urgence du service d'urgence en question à partir d'une connexion bien précise pendant une période ininterrompue excédant vingt-quatre heures. »;

**Art. 25.** In artikel 107 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1 wordt een als volgt luidend nieuw eerste lid ingevoegd :

« Voor de toepassing van deze wet worden de volgende diensten als nooddiensten beschouwd :

a. de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden :

1° de medische spoeddienst;

2° de brandweerdiensten;

3° de politiediensten;

4° de civiele bescherming;

b. de nooddiensten die op afstand hulp bieden :

1° het antigifcentrum;

2° de zelfmoordpreventie;

3° de teleonthaalcentra;

4° de kindertelefoondiensten;

5° het Europees centrum voor vermiste en seksueel misbruikte kinderen. »;

2° In paragraaf 1 wordt in onderdeel 1° van het vroegere eerste lid dat het tweede lid wordt tussen het woord « de » en het woord « openbare diensten » het woord « andere » ingevoegd;

3° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De beheerscentrales van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden krijgen gratis van de betrokken operatoren, voorzover dat technisch haalbaar is, de identificatiegegevens van de oproeper.

Deze verplichting is eveneens van toepassing wanneer de beheerscentrales van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden geëxploiteerd worden door een organisatie die vanwege de overheid met deze opdracht is belast.

De ontvangen identificatie van de oproeper kan, door de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden of de organisatie die vanwege de overheid is belast met de exploitatie van de beheerscentrales van deze nooddiensten en aan de hand van administratieve en technische maatregelen die worden goedgekeurd door de minister, op advies van het Instituut en de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, worden aangewend om kwaadwillige oproepen of het misbruik van de noodnummers te bestrijden. Deze maatregelen mogen echter niet tot gevolg hebben dat de toegang tot het noodnummer van de desbetreffende nooddienst vanaf een welbepaalde aansluiting onmogelijk is tijdens een ononderbroken periode die langer is dan vierentwintig uur.

De beheerscentrales van de nooddiensten die op afstand hulp bieden krijgen, teneinde noodoproepen te kunnen behandelen en kwaadwillige oproepen te kunnen bestrijden, van de betrokken operatoren gratis de voor de operatoren in hun netwerk beschikbare identificatie van de oproepende lijn, zelfs indien de gebruiker stappen ondernomen heeft om de verzending van de identificatie te verhinderen. Het formaat van de identificatie van de oproepende lijn dat geleverd wordt, dient in overeenstemming te zijn met de toepasselijke ETSI standaarden en wordt gedefinieerd door het Instituut in overleg met de nooddiensten en de operatoren.

De ontvangen identificatie van de oproepende lijn kan door de nooddiensten die op afstand hulp bieden en aan de hand van administratieve en technische maatregelen die worden goedgekeurd door de minister, op advies van het Instituut en de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, worden aangewend om kwaadwillige oproepen te bestrijden. Deze maatregelen mogen echter niet tot gevolg hebben dat de toegang tot het noodnummer van de desbetreffende nooddienst vanaf een welbepaalde aansluiting onmogelijk is tijdens een ononderbroken periode die langer is dan vierentwintig uur. »;

4° l'article est complété par les paragraphes 4 et 5, libellés comme suit :

« § 4. Lorsque des opérateurs appliquent de nouvelles techniques ou technologies sur leurs réseaux, nécessitant ainsi des adaptations techniques aux centrales de gestion des services d'urgence afin de pouvoir traiter les données qui doivent être fournies par les opérateurs conformément à l'obligation prévue au paragraphe 2, les coûts de ces adaptations sont supportés par les opérateurs. Les coûts à supporter par les opérateurs portent, en plus des coûts d'adaptations au sein de leur propre réseau, uniquement sur les coûts d'investissement, d'exploitation et d'entretien qui peuvent être directement attribués au développement d'interfaces centrales dans les centrales de gestion des services d'urgence qui sont utilisées dans le cadre du respect de l'obligation définie au deuxième paragraphe.

Les coûts d'investissement, d'exploitation et d'entretien relatif à la base de données avec les données d'identification des abonnés au service téléphonique fixe et les lignes d'accès utilisées pour consulter cette base de données sont compris dans les coûts dont il est question à l'alinéa précédent.

Si un opérateur offre ses propres services commerciaux pour la fourniture de données de localisation aux abonnés, alors la précision des données de localisation qui font partie de l'identification de l'appelant lors d'un appel d'urgence et qui doivent être fournies sur place aux services d'urgence conformément au paragraphe deux et la vitesse à laquelle elles sont transmises au service d'urgence concerné doivent être au moins égales à la meilleure qualité offerte au niveau commercial par cet opérateur.

Les obligations contenues dans le présent paragraphe sont également d'application lorsque les centrales de gestion des services d'urgence offrant de l'aide sur place sont exploitées par une organisation qui est chargée de cette tâche par les pouvoirs publics.

§ 5. Un fonds pour les services d'urgence est créé en vue de gérer et rembourser les coûts visés au § 4 pour les services d'urgence. Ce fonds est doté de la personnalité juridique et est géré par l'Institut.

Les coûts pour l'adaptation des centrales de gestion et des systèmes nécessaires liés à l'exécution de leurs missions qui résultent de l'introduction d'une nouvelle technique ou technologie sont répartis entre les opérateurs fixes concernés proportionnellement au nombre de points de terminaison du réseau par lesquels des services ont été offerts par chacun de ces opérateurs en date du 1<sup>er</sup> septembre de l'année précédente, et les opérateurs mobiles concernés proportionnellement au nombre d'utilisateurs actifs auxquels ces mêmes services ont été offerts à la même date. L'on entend par point de terminaison du réseau pour l'application de cet alinéa le point physique par lequel un utilisateur final obtient l'accès à un réseau de communications électroniques public; dans le cas de réseaux utilisant la commutation et l'acheminement, le point de terminaison du réseau est déterminé par une adresse réseau spécifique. La première année où les opérateurs concernés doivent apporter une contribution pour une nouvelle technique ou technologie donnée, la contribution en question est répartie entre les opérateurs fixes concernés proportionnellement au nombre de points de terminaison du réseau par lesquels des services ont été offerts par chacun de ces opérateurs en date du 1<sup>er</sup> septembre de la même année, et les opérateurs mobiles concernés proportionnellement au nombre d'utilisateurs actifs auxquels ces mêmes services ont été offerts à la même date.

Les opérateurs qui sont tenus de contribuer, répercutent leur participation dans les coûts sur les opérateurs qui observent en tout ou en partie via l'opérateur en question leurs obligations légales en matière de collaboration avec les services d'urgence.

Les frais de gestion du fonds des services d'urgence sont supportés par les opérateurs qui contribuent au fonds, proportionnellement à leur contribution fixée à l'alinéa précédent.

Le Roi fixe par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition des Ministre en charge des services d'urgence offrant de l'aide sur place et du Ministre en charge des communications électroniques, après avis de l'Institut, les modalités de fonctionnement de ce fonds. Le Roi détermine préalablement par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres de manière objective et transparente les paramètres sur base desquels les coûts sont déterminés. Le calcul et le montant des coûts sont vérifiés et approuvés par l'Institut sur base des principes établis par le Roi. Le montant total des contributions des opérateurs au fonds ne peut jamais dépasser le montant des coûts approuvés. Le Roi fixe par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres des règles afin d'éviter la surcompensation et, le cas échéant, le remboursement de celle-ci. »

4° het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 4 en 5, luidende :

« § 4. Wanneer operatoren nieuwe technieken of technologieën implementeren in hun netwerken, waardoor technische aanpassingen vereist zijn aan de beheerscentrales van de nooddiensten om de gegevens die door de operatoren dienen te worden, aangeleverd in overeenstemming met de in de tweede paragraaf bepaalde verplichting, te kunnen verwerken, worden de kosten voor deze aanpassingen gedragen door de operatoren. De kosten die de operatoren dienen te dragen betreffen naast de kosten voor aanpassingen binnen hun eigen netwerk, enkel de investerings-, exploitatie- en onderhoudskosten die rechtstreeks toegewezen kunnen worden aan de uitbouw van centrale interfaces in de beheerscentrales van de nooddiensten die aangewend worden bij het nakomen van de in de tweede paragraaf bepaalde verplichting.

De investerings-, exploitatie- en onderhoudskosten met betrekking tot de databank met de identificatiegegevens van de abonnees van de vaste telefoondienst en de toegangslijnen die gebruikt worden om deze databank te consulteren zijn inbegrepen in de kosten waarvan sprake in het vorige lid.

Indien een operator eigen commerciële diensten aanbiedt voor het aanleveren van lokalisatiegegevens aan abonnees dan is de nauwkeurigheid van de locatiegegevens die deel uitmaken van de identificatie van de oproeper bij een noodoproep en welke geleverd dienen te worden aan de nooddiensten die ter plaatse hulp leveren in overeenstemming met de tweede paragraaf en de snelheid waarmee deze overgemaakt worden aan de betrokken nooddienst ten minste gelijk aan de beste kwaliteit die door die operator commercieel wordt aangeboden.

De verplichtingen vervat in deze paragraaf zijn eveneens van toepassing wanneer de beheerscentrales van nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, geëxploiteerd worden door een organisatie die vanwege de overheid met deze opdracht is belast.

§ 5. Er wordt een fonds voor de nooddiensten opgericht, bestemd om de kosten zoals bepaald in § 4 voor de nooddiensten, te beheren en te vergoeden. Aan dit fonds wordt rechtspersoonlijkheid toegekend en het wordt beheerd door het Instituut.

De kosten voor de aanpassing van de beheerscentrales en de systemen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van hun opdracht naar aanleiding van de invoering van een nieuwe techniek of technologie, worden verdeeld over de betrokken vaste operatoren pro rata het aantal netwerkaansluitpunten en over de betrokken mobiele operatoren pro rata het aantal actieve gebruikers waarlangs door elk van deze operatoren op 1 september van het voorgaande jaar diensten werden aangeboden. Onder netwerkaansluitpunt wordt voor de toepassing van dit lid verstaan het fysieke punt waarop een eindgebruiker de toegang tot een openbaar elektronisch communicatienetwerk wordt geboden; in het geval van netwerken met schakelings- of routeringsfuncties wordt het netwerkaansluitpunt bepaald door middel van een specifiek netwerkadres. Voor het eerste jaar dat voor een bepaalde nieuwe techniek of technologie bijgedragen moet worden door de betrokken operatoren, wordt de bijdrage verdeeld over de betrokken vaste operatoren pro rata het aantal netwerkaansluitpunten en over de betrokken mobiele operatoren pro rata het aantal actieve gebruikers waarlangs door elk van deze operatoren op 1 september van datzelfde jaar diensten werden aangeboden.

De operatoren die gehouden zijn om bij te dragen, verhalen hun aandeel in de kosten op de operatoren die geheel of gedeeltelijk via de desbetreffende operator hun wettelijke verplichtingen betreffende samenwerking met de nooddiensten nakomen.

De beheerskosten van het fonds voor de nooddiensten worden gedragen door de operatoren die bijdragen aan het fonds, pro rata hun bijdrage bepaald in het vorige lid.

De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voorstel van de Minister bevoegd voor de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden en de Minister bevoegd voor de elektronische communicatie, na advies van het Instituut, de nadere regels van de werking van dit fonds. De Koning bepaalt vooraf bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op objectieve en doorzichtige wijze de parameters op basis waarvan de kosten worden berekend. De berekening en het bedrag van de kosten worden geverifieerd en goedgekeurd door het Instituut volgens de principes vastgelegd door de Koning. Het totale bedrag van de bijdragen van de operatoren aan het fonds mag nooit hoger zijn dan de goedgekeurde kosten. De Koning legt bij een regeling vast om overcompensatie te vermijden en desgevallend terug te betalen. »

**Art. 26.** A l'article 110, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots « avec un maximum de cinq numéros » sont insérés entre les mots « aux abonnés » et les mots « une facture détaillée ».

**Art. 27.** A l'article 123, § 5, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

- 1° Les mots « services médicaux d'urgence et des services de police » sont remplacés par les mots « les services d'urgence offrant de l'aide sur place »;
- 2° Les mots « à la demande des centrales de gestion concernées et en vue de permettre le traitement de l'appel d'urgence » sont remplacés par les mots « en vue de permettre le traitement de l'appel d'urgence par les centrales de gestion concernées ».

**Art. 28.** A l'article 130, § 3, de la même loi, le mot « final » est inséré entre les mots « annulée par l'utilisateur » et les mots « ou l'abonné appelant ».

**Art. 29.** A l'article 130, § 7, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

- 1° Le premier alinéa est abrogé;
- 2° Au second alinéa, les mots « en vue de répondre à des appels d'urgence » sont remplacés par les mots « en vue de permettre le traitement d'appels d'urgence par les centrales de gestion concernées des services d'urgence ».

**Art. 30.** A l'article 134, § 2, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

- 1° l'alinéa deux est complété par la phrase suivante :

« Le Code d'éthique pour les télécommunications fixe également les modalités selon lesquelles les opérateurs collaborent à l'enquête relative à une infraction présumée commise par une personne qui fournit un service payant via un réseau de communications électroniques et à l'exécution des décisions de la Commission d'éthique pour les télécommunications. »;

- 2° l'alinéa trois est remplacé comme suit :

« Les personnes qui offrent des services payants via des réseaux de communications électroniques et les opérateurs, pour ce qui concerne la collaboration visée à l'alinéa deux, sont tenus de respecter les dispositions du Code d'éthique pour les télécommunications. »

**Art. 31.** A l'article 141, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, de la même loi, le nombre « 52 », précédé d'une virgule, est inséré entre le nombre « 51 » et le mot « et ».

**Art. 32.** L'article 24 de l'annexe à la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques est remplacé par ce qui suit « Le Roi peut par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, après avis de l'Institut, fixer les modalités de la répartition géographique du nombre de postes téléphoniques publics. A défaut, le prestataire détermine librement la répartition des postes téléphonique publics dans le respect de l'article 23. »

### CHAPITRE 3. — Dispositions diverses

**Art. 33.** L'article 93 de la loi du 20 juillet 2006 portant des dispositions diverses est abrogé.

### CHAPITRE 4. — Dispositions transitoires et dispositions relatives à l'entrée en vigueur

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. Jusqu'au moment où l'article 107, § 5, alinéa premier, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, introduit par l'article 25, 4°, entre en vigueur, les coûts dont question à l'article 107, § 4, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques qui portent sur le respect par les opérateurs mobiles de leurs obligations telles que décrites par l'article 107, § 2, de cette même loi, sont supportés par ces opérateurs mobiles.

La répartition initiale des coûts entre les opérateurs mobiles se fait donc au pro rata du nombre d'utilisateurs actifs de chacun de ces opérateurs mobiles au 1<sup>er</sup> septembre 2008. On entend pour l'application de cet alinéa par utilisateur actif un utilisateur qui a fait usage durant les trois derniers mois d'un ou plusieurs services de base du réseau mobile.

**Art. 26.** In artikel 110, § 1, van dezelfde wet worden de woorden « met een maximum van vijf nummers » ingevoegd tussen de woorden « de abonnees » en het woord « gratis ».

**Art. 27.** In artikel 123, § 5, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° De woorden « de medische hulpdienst of de politiediensten » worden vervangen door de woorden « de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden »;
- 2° De woorden « op verzoek van de betrokken beheercentrales en met als doel de behandeling van de noodoproep mogelijk te maken » worden vervangen door de woorden « met als doel de behandeling van de noodoproep door de betrokken beheercentrales mogelijk te maken ».

**Art. 28.** In artikel 130, § 3, van dezelfde wet wordt het woord « gebruiker » vervangen door het woord « eindgebruiker ».

**Art. 29.** In artikel 130, § 7, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° Het eerste lid wordt opgeheven;
- 2° In het tweede lid worden de woorden « met het oog op het beantwoorden van noodoproepen » vervangen door de woorden « met als doel de behandeling van noodoproepen door de betrokken beheercentrales van de nooddiensten ».

**Art. 30.** In artikel 134, § 2, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« De Ethische Code voor de telecommunicatie stelt eveneens de nadere regels vast volgens dewelke de operatoren hun medewerking verlenen aan het onderzoek van een vermoedelijke inbreuk door een persoon die een betalende dienst via een elektronische-communicatienetwerk aanbiedt en aan de uitvoering van de beslissingen van de Ethische Commissie voor de telecommunicatie. »;

- 2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

« De personen die betalende diensten via elektronische communicatienetwerken aanbieden en de operatoren, wat betreft de medewerking bedoeld in het tweede lid, zijn verplicht de bepalingen van de Ethische Code voor de telecommunicatie in acht te nemen. »

**Art. 31.** In artikel 141, eerste lid, 7°, van dezelfde wet wordt het getal « 52 », voorafgegaan door een komma, ingevoegd tussen het getal « 51 » en het woord « en ».

**Art. 32.** Artikel 24 van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie wordt vervangen als volgt « De Koning kan bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministeraad, na advies van het Instituut, de modaliteiten vastleggen inzake geografische spreiding van het aantal publieke telefoontoestellen. Bij gebrek aan dergelijk koninklijk besluit, is de aanbieder vrij om de verdeling van de openbare telefoontoestellen zelf te bepalen rekening houdend met artikel 23. »

### HOOFDSTUK 3. — Diverse bepalingen

**Art. 33.** Artikel 93 van de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen wordt opgeheven.

### HOOFDSTUK 4. — Overgangsbepalingen en bepalingen betreffende de inwerkingtreding

**Art. 34.** § 1. Tot op het ogenblik waarop artikel 107, § 5, eerst lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, ingevoegd door artikel 25, 4°, in werking treedt, worden de kosten waarvan sprake in artikel 107, § 4, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie die betrekking hebben op de nakoming door de mobiele operatoren van hun verplichtingen zoals omschreven door artikel 107, § 2, van diezelfde wet, gedragen door deze mobiele operatoren.

De initiële verdeling van de kosten tussen de mobiele operatoren gebeurt pro rata het aantal actieve gebruikers van elk van deze mobiele operatoren op 1 september 2008. Onder actieve gebruiker wordt voor de toepassing van dit lid verstaan een gebruiker die de afgelopen drie maanden gebruik gemaakt heeft van één of meerdere van de basisdiensten van het mobiele netwerk.

§ 2. Jusqu'au moment où l'article 107, § 5, alinéa premier, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, inséré par l'article 25, 4°, entre en vigueur, les coûts dont question à l'article 107, § 4, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques qui portent sur le respect par les opérateurs fixes de leurs obligations telles que décrites par l'article 107, § 2, de cette même loi, sont supportés par les opérateurs fixes, qui fournissent directement des données aux services d'urgence.

La répartition initiale des coûts entre les opérateurs fixes dont question à l'alinéa précédent se fait au prorata du nombre de points de terminaison du réseau par lesquels des services ont été offerts par chacun de ces opérateurs le 1<sup>er</sup> septembre 2008. L'on entend par point de terminaison du réseau pour l'application de cet alinéa le point physique par lequel un utilisateur final obtient l'accès à un réseau de communications électroniques public; dans le cas de réseaux utilisant la commutation et l'acheminement, le point de terminaison du réseau est déterminé par une adresse réseau spécifique.

Les opérateurs qui sont, sur la base de ce paragraphe, tenus de contribuer, répercutent leur participation dans les coûts sur les opérateurs qui observent en tout ou en partie via l'opérateur en question leurs obligations légales en matière de collaboration avec les services d'urgence.

§ 3. Jusqu'au moment où l'article 107, § 5, alinéa premier, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, inséré par l'article 25, 4°, entre en vigueur, les coûts dont question à l'article 107, § 4, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques qui portent sur le respect par les opérateurs mobiles de leurs obligations telles que décrites par l'article 107, § 2, de cette même loi, sont supportés ensemble par les opérateurs fixes et mobiles au pro rata de leur participation fixe et mobile respective dans les coûts totaux.

**Art. 35.** L'article 107, § 5, alinéa premier, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, qui est inséré par l'article 25, entre en vigueur le premier jour du cinquième mois qui suit la publication de ladite loi au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 mai 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,  
V. VAN QUICKENBORNE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

—  
Note

(1) *Session ordinaire 2008-2009.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* - Projet de loi, n° 1813/1. - Amendements, n° 1813/2. - Rapport fait au nom de la commission, n° 1813/3. - Texte adopté en Commission, n° 1813/4. - Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1813/5.

*Compte rendu intégral* : 19 mars 2009.

Sénat.

*Documents parlementaires.* - Projet non évoqué par le Sénat, n° 2-1248/1.

§ 2. Tot op het ogenblik waarop artikel 107, § 5, eerst lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, ingevoegd door artikel 25, 4°, in werking treedt, worden de kosten waarvan sprake in artikel 107, § 4, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie die betrekking hebben op de nakoming door de vaste operatoren van hun verplichtingen zoals omschreven door artikel 107, § 2, van diezelfde wet, gedragen door de vaste operatoren die rechtstreeks gezevens verstrekken aan de nooddiensten.

De initiële verdeling van de kosten tussen de vaste operatoren waarvan sprake in het vorige lid gebeurt pro rata het aantal netwerk-aansluitpunten waarlangs door elk van deze operatoren op 1 september 2008 diensten werden aangeboden. Onder netwerkaansluitpunt wordt voor de toepassing van dit lid verstaan het fysieke punt waarop een eindgebruiker de toegang tot een openbaar elektronisch communicatienetwerk wordt geboden; in het geval van netwerken met schakelings- of routeringsfuncties wordt het netwerkaansluitpunt bepaald door middel van een specifiek netwerkadres.

De operatoren die op basis van deze paragraaf gehouden zijn om bij te dragen, verhalen hun aandeel in de kosten op de operatoren die geheel of gedeeltelijk via de desbetreffende operator hun wettelijke verplichtingen betreffende samenwerking met de nooddiensten nakomen.

§ 3. Tot op het ogenblik waarop artikel 107, § 5, eerste lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie ingevoegd door artikel 25, 4°, in werking treedt, worden de kosten waarvan sprake in artikel 107, § 4, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie die betrekking hebben op de nakoming door zowel de vaste als de mobiele operatoren van hun verplichtingen zoals omschreven door artikel 107, § 2, van diezelfde wet, gezamenlijk gedragen door de vaste en mobiele operatoren pro rata hun respectievelijk vaste en mobiel aandeel in de totale kosten.

**Art. 35.** Artikel 107, § 5, eerste lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, dat wordt ingevoegd door artikel 25, treedt in werking de eerste dag van de vijfde maand volgend op de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 mei 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,  
V. VAN QUICKENBORNE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

—  
Nota

(1) *Gewone zitting 2008-2009.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden.* - Wetsontwerp, nr. 1813/1. - Amendementen, nr. 1813/2. - Verslag namens de Commissie, nr. 1813/3. - Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1813/4. - Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1813/5.

*Integraal Verslag* : 19 maart 2009.

Senaat.

*Parlementaire bescheiden.* - Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, nr. 4-1248/1.